Document généré le 14 juil. 2025 16:32

Petite revue de philosophie

« As-tu un p'tit mille à placer ? »

Jean Boisseau

Volume 1, numéro 1, automne 1979

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1105669ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1105669ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Collège Édouard-Montpetit

ISSN

0709-4469 (imprimé)
2817-3295 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Boisseau, J. (1979). « As-tu un p'tit mille à placer ? ». *Petite revue de philosophie*, *1*(1), 37–45. https://doi.org/10.7202/1105669ar

Tous droits réservés © Collège Édouard-Montpetit, 1979

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

“ As-tu un p’tit mille à placer? ”

Jean Boisseau

Professeur au département de techniques administratives

Expression peu commune chez les Québécois. Nous brillons par notre absence du goût du risque financier. Et pourtant nous battons des records de consommation hédonistique (bière, coke, chocolat, croustilles, automobiles, etc.) sans toutefois envisager, au moins un peu, la possibilité de faire un placement risqué. Comment en sommes-nous arrivés là?

Le risque avant la Conquête

Avant la Conquête anglaise de 1760, il commençait à y avoir un certain démarrage économique dans la colonie française: Jean Talon et d'autres ont favorisé la croissance de petites entreprises primaires et manufacturières comme des fonderies, des forges, des brasseries (dans leur sens premier c'est-à-dire une fabrique de bière), manufactures de cardage et de tissage, etc. On voyait donc chez les colons et les entrepreneurs de l'époque un certain goût du risque d'affaires. Et que dire des coureurs de bois et marchands qui risquaient leur vie et/ou leur fonds pour réaliser un profit.

Le risque après la Conquête

Après la Conquête, l'Eglise catholique s'empare du pouvoir et décide de nous " protéger " des conquérants protestants et de nous-mêmes en nous enseignant le sacrifice, la modestie, la résignation et surtout en rejetant la vile attitude du " cumul des biens de la terre". Pendant ce temps, dans le Haut-Canada, la Nouvelle-Angleterre et l'Europe, c'était le début de la révolution industrielle et des pays comme l'Angleterre, la Hollande, La Prusse (ancienne Allemagne) et l'Autriche se développaient économiquement à pleine vapeur (c'était la force industrielle de l'époque). Ces pays, d'ailleurs, étaient tous ou protestants ou puritains et bons pratiquants en plus! Il suffit aujourd'hui de voir la qualité et la réputation de leurs produits et leur monnaie forte pour comprendre les effets du risque financier.

Le risque des années soixante et soixante-dix

Depuis le début des années soixante au Québec, la notion de risque aussi a été assez galvaudée, merci! La seule forme de risque vraiment populaire était la " Taxe volontaire " de sieur Drapeau (" As-tu envoyé ton deux? "). Et quel progrès depuis avec les centaines de gros lots, les prix instantanés, les gratte comme tu peux, les valideuses, les " shows " de Loto-Québec, de Loto-Canada et bientôt (ô extase!) un casino, flottant ou non. Parallèlement à cette surenchère de loteries se développait le plus grand réseau de Bingos du monde, qui servait à financer nos églises!

C'est aussi à partir des années soixante que le gouvernement québécois devenait un élément de développement collectif. Ainsi les éléments " progressistes ", les syndicalistes, et surtout les gauchistes et extrêmes-gauchistes exigeaient de plus en plus du gouvernement une sécurité maximale (revenu garanti, permanence d'emploi, salaire, santé, etc.) et en retour demandaient que le gouvernement n'intervienne d'aucune façon dans leurs organisations populaires ou syndicales et qu'eux-mêmes n'aient aucun compte à rendre en terme de productivité, d'efficacité, de qualité à qui que ce soit. Quel paradoxe! Ils voulaient que le gouvernement pense, fasse, organise, risque pour eux... un vrai gouvernement papa-gâteau!

D'un autre côté, le gouvernement québécois a bâti une super-structure bureaucratique qui hyper-développa le secteur des services au détriment du secteur manufacturier. De plus, tous les paliers de gouvernement au Québec se lancèrent dans les projets dits de grandeur (l'expo ' 67, le Métro, les Expos, les Olympiques, l'usine des Billets Grand-Prix, etc.). Ces projets créèrent des emplois temporaires massifs et des situations inflationnistes (salaires, matériaux de construction, spéculation, vols, etc.). Ce sont des projets qui ont été bénéfiques à court ou moyen terme mais qui ont eu très peu d'influence sur notre productivité nationale et notre position concurrentielle internationale. Montréal est connue internationalement mais nos produits et services le sont-ils autant que ceux des Américains, des Japonais, des Allemands, des Suédois, des Suisses, des Français, des Hollandais, etc.?

Pendant l'euphorie des projets de grandeur, les " troisièmes " partenaires, c'est-à-dire les patrons, y sont allés à coeur joie en exagérant de façon éhontée et scandaleuse les coûts des travaux. Qui doit payer pour les colliques olympiques (l'enquête Malouf a tout dit) et le manque de responsabilité des entrepreneurs vis-à-vis le risque? Bien sûr, c'est nous! Les entrepreneurs ont oublié que le profit était la rémunération du **risque** et non du patronage.

Le risque du présent

Regardons la situation actuelle du Québec. C'est un pays qui existe artificiellement au point de vue économique. Environ 40% de la population dépend directement du gouvernement pour son emploi. Le secteur économique secondaire (production de biens manufacturés) est chétif ou mou et nos ressources primaires sont expédiées à leur état le plus brut chez nos voisins qui eux risquent du capital dans des usines et manufactures de transformation de matières premières, créent des emplois, et exploitent allègrement leurs produits finis chez... qui? Devinez? Bien sûr, chez nous!

Nos épargnes sont surtout canalisées vers les coopératives et les compagnies d'assurances. Les coopératives s'entêtent à investir, quand elles le font, dans les secteurs secondaires à faible risque. Les participants du sommet économique de Montebello ont presque supplié les coopératives de risquer davantage: des milliards d'actifs à investir, c'est un pensez-y bien! Les compagnies d'assurance s'amusent à siphonner une partie de nos épargnes à l'extérieur du Québec. C'est en

partie pourquoi nos institutions gouvernementales doivent souvent emprunter sur le marché international... Probablement que ce même argent payé en primes d'assurances par les Québécois suffirait à satisfaire une grande partie de nos besoins (c'est la thèse fondamentale de Jacques Parizeau)!

Une certaine gauche québécoise repousse la notion de profit avec de beaux clichés idéologiques enregistrés sur cassettes standards 120 minutes. Bien sûr que les profits de certaines compagnies nationales ou multinationales sont scandaleux et parfois abusifs. Le profit de la petite et moyenne entreprise au contraire est réalisé avec beaucoup de sueurs, d'efforts, de problèmes de croissance et de survivance. Ces PME ont effectivement besoin de capitaux de risque pour croître et créer des emplois. Et ces PME s'avèrent une solution de développement économique réaliste chez nous, au Québec.

On me répliquera: "Je ne sais pas où investir ". Bien sûr, il y a les investissements classiques comme les obligations gouvernementales, les dépôts à terme (dépôts garantis pour une période déterminée sinon pénalité dans le rendement offert), l'épargne logement et l'épargne retraite. Ce sont des investissements sûrs mais qui sont très peu intéressants pour notre développement économique et notre portefeuille! N'y a-t-il pas dans votre environnement une personne qui a besoin de fonds pour ouvrir un atelier, augmenter son fonds de roulement, exporter des produits d'ici, créer une nouvelle compagnie, etc.? Il y a aussi comme alternative un grand

nombre de courtiers en valeurs mobilières (actions, options, etc.) qui sont prêts à vous renseigner sur les différentes possibilités de placement compte tenu de vos objectifs personnels et financiers. D'ailleurs le nouveau régime d'épargne-actions de Parizeau est une autre forme originale de placement dans nos entreprises québécoises. " Et si je perdais mon capital? " C'est une possibilité mais le risque c'est ça! Un pays ne se bâtit pas à coups d'épargnes de bas de laine, à coups de consommations abusives. Il faut aussi risquer pour se développer. D'ailleurs le risque, à la longue, devient une habitude et même une passion.

Le risque de l'avenir

Notre élite gauchisante s'objectera de nouveau en disant que si on accorde trop d'attention au secteur économique, le secteur social sera le perdant. Le secteur social se portera d'autant mieux que le secteur économique ira mieux lui-même. L'évolution sociale est dépendante du secteur économique quel que soit le système idéologique (capitaliste, socialiste ou communiste).

Finalement, nos bien-pensants internationalistes vont nous indiquer que le genre de développement favorisé par l'investissement industriel crée une société axée essentiellement sur la consommation, sur la fabrication de " gadgets " et la destruction systématique des ressources et des produits (désuétude planifiée). Je ne nie pas que ce soit la réalité quotidienne. Mais je crois aussi que si à court terme on ne revitalise pas notre économie ce sera une toute autre réalité: un hyper-chômage, pire que celui qu'on connaît actuellement. De

toutes façons, il semble clair qu'on devra participer, et cela très bientôt, au développement économique international. Le monde entier vit une récession économique. On entend des bouches: " Ca nous prendrait une bonne guerre pour repartir l'économie! " Les exemples 14 -18, 39 -45 n'ont pas été suffisants pour certaines gens. S'il n'y a pas de développement économique dans les pays en voie de développement, il y aura probablement une troisième et dernière grande guerre pour l'humanité (le Moyen-Orient semble être le point chaud idéal: Juifs et Arabes, Iraniens, le pétrole, etc.).

Le président directeur-général du groupe français Lafarge (troisième cimentier du monde), M. Olivier Lecerf entrevoit très bientôt l'industrialisation des pays sous-développés par les pays riches pour corriger les inégalités et favoriser une relance économique mondiale. Imaginez ce que ça prend de lits, de matériel d'irrigation, de meubles, de matériaux de construction, d'infrastructure économique, de routes, etc. pour remettre à flot les pays du tiers-monde. Cela signifierait du travail en abondance pour tous chez nous, des usines fonctionnant à pleine capacité, un respect des ressources, de l'énergie et de l'environnement. Bien sûr, il faudrait que certains puissants groupes financiers comme les Rockfeller, les Lazare et Frères, les Rothschild abandonnent les créances qu'ils détiennent vis-à-vis les pays du tiers-monde qui sont dans l'impossibilité de les rembourser actuellement. Cette optique de développement supposerait aussi qu'on utilise l'énergie nucléaire (la fission nucléaire d'abord puis la fusion nucléaire ensuite) car le pétrole et l'énergie douce (éolienne, solaire, des marées, etc.)

seraient nettement insuffisants. Je vois déjà pour assurer la relance économique mondiale, les écologistes brandir les boucliers en invoquant les dangers nucléaires. Entre le nucléaire pour la guerre et le nucléaire pour la paix je suis prêt à risquer sur celui de la paix: mieux vaut essayer de mettre fin à la faim plutôt que d'attendre dans un confort écologique de pays riche de voir venir la fin du monde... C'est un autre risque à prendre, n'est-ce pas?

En conclusion, je crois que pour nous, Québécois, l'investissement de risque est capital: il nous permettra d'abord de réaliser notre objectif commun national, c'est-à-dire structurer une économie saine par des créations d'entreprises manufacturières et par l'exportation de nos produits vers les pays industrialisés. Ceci étant assuré, nous pourrons nous orienter vers le développement économique international. Et il ne s'agit pas là de science fiction économique, car l'Hydro-Québec internationale pourra probablement d'ici peut fournir de l'équipement de transport d'électricité au géant chinois et ainsi créer des emplois au Québec. " As-tu un p'tit mille à placer? "